



UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

Par Regine.lefevre7@hotmail.fr

**Revue de presse**

No 413 en date du 21.06.2019

Dans le cadre des 88 pays et états appartenant à la Francophonie institutionnelle <https://www.francophonie.org/statut-et-date-adhesion-Etats-et-gouvernements-28647.html> et des pays et états non adhérents à la Francophonie institutionnelle (Algérie, Azerbaïdjan et Vallée d'Aoste) dans lesquels se situent des sections de l'Union de presse francophone

Toutes les informations et tous les communiqués en provenance des sections de l'UPF sont gérés par UPF internationale  
Seules les informations concernant ces sections faisant l'objet d'une publication dans la presse sont reprises dans la revue

## SOMMAIRE

- 1 – INFOX DANS LES BALKANS – « Le Courrier des Balkans organise une conférence régionale sur « les *fakes news*, armes de la désinformation » à Pristina, en partenariat avec Le Courrier d'Europe centrale »**
- 2 – PRESSE – « Congrès international des agences de presse en Bulgarie »**
- 3 – MADIAMBAL DIAGNE (président de l'UPF) – « L'artiste-compositeur Souleymane Faye dit Diego rend un vibrant hommage à Madiambal Diagne, président-directeur général du Groupe Avenir Communication, à travers une belle chanson »**
- 4 - RADIO FRANCE – « Un "appel du 18 juin" contre des réductions d'effectifs »**
- 5 – LA 5G – « En 2024, la moitié de la population mondiale devrait être couverte par la 5G »**
- 6 – FACEBOOK – « Facebook se lance dans l'arène des cryptomonnaies avec "Libra" »**
- 7 – CONSEIL DE DEONTOLOGIE JOURNALISTIQUE ET DE MEDIATION EN FRANCE – « Deuxième réunion de travail sur la création d'un conseil de déontologie journalistique et de médiation »**
- 8 – MEDIAS EN R. TCHEQUE – « A Prague, des menaces sur l'indépendance des médias publics cristallisent les inquiétudes »**
- 9 – GOOGLE – « Google révolutionne le SMS »**
- 10 – JOURNALISTE EN UKRAINE – « Passé à tabac, un journaliste succombe à ses blessures »**

**1 – INFOX DANS LES BALKANS – « Le Courrier des Balkans organise une conférence régionale sur « les *fakes news*, armes de la désinformation » à Pristina, en partenariat avec Le Courrier d'Europe centrale »**

**[HTTPS://WWW.COURRIERDESBALKANS.FR/CONFERENCE-REGIONALE-LES-FAKE-NEWS-ARMES-DE-LA-DESINFORMATION](https://www.courrierdesbalkans.fr/conference-regionale-les-fake-news-armes-de-la-desinformation)**

**Conférence régionale : les « fake news », armes de la désinformation, le 24 juin 2019.**



***Le Courrier des Balkans organise une conférence régionale à Pristina, en partenariat avec Le Courrier d'Europe centrale***

**Lieu : Modelarium, faculté de Génie civil et d'Architecture, Université de Prishtina**

La notion de fake news est apparue en 2016 au moment du référendum sur le Brexit et de l'élection de Donald Trump : elle a révélé une profonde défiance à l'encontre du journalisme et une crise des démocraties. Mais le phénomène n'est pourtant pas nouveau. La désinformation et la propagande existent en effet depuis des siècles, parfois non-intentionnellement – par erreur, aveuglement idéologique ou manque de déontologie journalistique – mais, la plupart du temps, de manière délibérée et organisée pour servir un certain objectif, suivant l'antienne cynique selon laquelle « la fin justifie les moyens ».

Aujourd'hui dans les pays des Balkans, la manipulation des faits et de la réalité est utilisée comme une arme contre les journalistes indépendants, la société civile et les opposants politiques pour les discréditer, les déshonorer et virtuellement les tuer. Dans les cas les plus extrêmes, cela fait d'eux une cible, prélude à des actions physiques contre eux.

L'ère de la post-vérité, un néologisme apparu dans le dictionnaire d'Oxford en 2016, n'est pas seulement une mutation symbolique où les opinions dominent les faits, que ce soit dans les journaux et sur les réseaux sociaux. C'est une nouvelle méthodologie utilisée par les pouvoirs en place pour combattre ceux qui s'opposent à eux, avec des conséquences bien réelles sur la vie des citoyens. Pour prendre un exemple, en Serbie en 2018, plus de 700 fake news ont été comptabilisées dans trois tabloïds à succès proches du pouvoir politique et en partie financés par des subventions publiques. Cette situation appelle une hausse des vérifications (ou "fact-checking") et une vaste réflexion sur le travail journalistique, l'information des citoyens et l'indépendance des médias.

Le colloque organisé par le Courrier des Balkans a pour principal objectif de présenter ces méthodes dangereuses dans leur diversité avec des journalistes indépendants et des militants de la région qui en ont été les cibles, d'exposer les réseaux de pouvoir derrière elles et leur fonctionnement afin de mieux y faire face.

Ce sera une opportunité pour confronter les expériences et partager les outils permettant de combattre ce phénomène menaçant les jeunes et fragiles démocraties des pays d'Europe centrale et du sud-est.

**Pour vous inscrire :** [info@courrierdesbalkans.fr](mailto:info@courrierdesbalkans.fr)

**Retrouvez l'événement** sur [Facebook](#)

**En présence de toute l'équipe des correspondants du Courrier des Balkans. Une rencontre organisée avec le soutien de la DDC-Coopération suisse au Kosovo.**

### **Lundi, 10h00 – Ouverture**

Jean-Hubert Lebet (ambassadeur de Suisse au Kosovo)  
Nerimane Kamberi (journaliste, Le Courrier du Kosovo)  
Florentin Cassonnet (Rédacteur-en-chef, Le Courrier des Balkans)  
Ludovic Lepeltier-Kutasi (Le Courrier d'Europe Centrale, Budapest)

### **10h30 – 12h00**

**La société civile, les journalistes, l'opposition politique, cibles des fake-news. Témoignages.**

Zeljko Ivanović (Vijesti, Podgorica)  
Gresa Hasa (Mouvement pour l'Université, Tirana) `   
Corentin Léotard (Rédacteur-en-chef, Le Courrier d'Europe Centrale)

*Modératrice : Milica Cubrilo Filipović (Le Courrier des Balkans, Belgrade)*

### **12h00 – 13h30**

**La fabrique des fake-news : des spin-doctors aux petites mains**

Bojana Pavlovic (Raskrikavanje, Belgrade, Serbie)  
Besa Luci (Kosovo 2.0, Pristina)  
Tatijana Lazarević (KoSSev, Mitrovica)  
Niccolò Caranti (Osservatorio Balcani e Caucaso, Italie)

*Modérateur : Charles Nonne (Le Courrier des Balkans, Ljubljana)*

### **13h30 – Déjeuner**

### **14h30 – 16h00**

**Circuits financiers, stratégies de contrôle : à qui profite le crime ?**

Radomir Diklić (Beta, Belgrade)  
Saska Cvetovska (OCCRP, Skopje)  
Flutura Kusari (ECPMF, Leipzig)

*Modérateur : Belgzim Kamberi (Le Courrier du Kosovo, Prishtina)*

### **16h00 - Le mot de la fin**

Pauline Adès-Mével (Cheffe du bureau EU-Balkans, Reporters sans frontières)  
Jean-Arnault Dérens (Rédacteur-en-chef, Le Courrier des Balkans)  
Lindita Tahiri (Université de Pristina)

**2 – PRESSE – « Congrès international des agences de presse en Bulgarie »**  
**[HTTPS://FR.VIETNAMPLUS.VN/CLOTURE-DES-SESSIONS-DE-DISCUSSION-DU-6E-CONGRES-INTERNATIONAL-DES-AGENCES-DE-PRESSE/121902.VNP](https://fr.vietnamplus.vn/closure-des-sessions-de-discussion-du-6e-congres-international-des-agences-de-presse/121902.vnp)**

Samedi 15 juin 2019

**La dernière séance de discussion du 6e congrès mondial des agences de presse a eu lieu le 14 juin dans la capitale bulgare, Sofia.**

Lors des quatre sessions de discussion tenues en deux jours, les participants ont analysé les tendances, opportunités et défis au niveau mondial pour les agences de presse. Ils ont avancé des mesures pour diversifier les sources de revenus et créer des modèles de propriété efficaces, ont réfléchi à des stratégies de lutte contre les fausses informations et d'application efficace de l'intelligence artificielle.

Dans une interview accordée à l'Agence Télégraphique Bulgare (BTA), Le Quoc Minh, directeur général adjoint de l'Agence vietnamienne d'Information (VNA), a souligné la nécessité d'assurer l'authenticité des informations, notamment dans le contexte de développement rapide des médias sociaux.

Afin de diversifier les revenus, il a suggéré de produire des contenus avec abonnement payant, de promouvoir les publicités ou contenus sponsorisés, ou de rechercher d'autres solutions telles que commerce électronique, services de données et technologies de l'information.

Le 6e congrès mondial des agences de presse a attiré plus de 200 délégués de plus de 100 agences de presse, universités, instituts de recherche de près de 100 pays et territoires.

Ses quatre séances de discussion ont été consacrées aux modèles de propriété des agences de presse, aux nouvelles sources de revenus, aux informations mensongères et à l'intelligence artificielle.

Le congrès mondial des agences de presse a tenu depuis sa création cinq réunions qui ont eu lieu successivement en Russie (2004), Espagne (2007), Argentine (2010), Arabie Saoudite (2013) et en Azerbaïdjan (2016). -VNA



**3 – MADIAMBAL DIAGNE (président de l'UPF) – « L'artiste-compositeur Souleymane Faye dit Diego rend un vibrant hommage à Madiambal Diagne, président-directeur général du Groupe Avenir Communication, à travers une belle chanson »**  
[http://www.sudonline.sn/souleymane-faye-immortalise-madiambal\\_a\\_44292.html](http://www.sudonline.sn/souleymane-faye-immortalise-madiambal_a_44292.html)

Mardi 18 juin 2019  
Par Mariame Djigo



**L'artiste-compositeur Souleymane Faye dit Diego**

**L'artiste-compositeur Souleymane Faye dit Diego veut perpétuer son compagnonnage avec Madiambal Diagne. Il a ainsi rendu un vibrant hommage au président-directeur général du Groupe Avenir Communication qui édite le journal « Le Quotidien », à travers une belle chanson.**

Absent de la scène musicale depuis un bon moment, le célèbre artiste surnommé « Diego » nous est revenu avec un morceau très rythmé qu'il dédie à Madiambal Diagne. Dans lequel morceau, Souleymane Faye a encore frappé fort à travers sa « voix sublime » et un style de « mbalax ». Dans le single sorti le 4 juin dernier, l'auteur de la célèbre chanson « Jeletti » vante ses « solides » relations avec le célèbre chroniqueur. La chanson est également un hymne à «l'amitié» et à la «bravoure» à l'égard de Madiambal Diagne. L'artiste-compositeur cite dans le morceau les membres de la famille du célèbre chroniqueur qu'il qualifie tous de « braves » personnes. Connu par la richesse et la poésie dans ses chansons, Souleymane Faye n'a pas fait exception cette fois-ci aussi sur sa façon d'encenser le journaliste.

Rappelons que c'est en 2004 que Madiambal Diagne a créé le journal « Le Quotidien ». Il en est d'ailleurs l'administrateur et l'éditorialiste.

**M. Diagne est aussi le président de l'Union de la presse francophone (Upf). Il a été reconduit à ce poste pour un troisième et dernier mandat de deux ans le 10 octobre dernier à l'issue de l'Assemblée générale du Comité international de l'Union de la presse francophone à Tsaghkadzor en Arménie.**

Seul candidat au poste, il avait été élu avec 49 voix sur 50. Madiambal Diagne avait été élu une première fois à ce poste lors des 43èmes assises de l'instance tenue à Dakar en 2014.

Il est également connu par ses chroniques hebdomadaires du lundi intitulées « Les Lundis de Madiambal » qui paraissent dans le journal « Le Quotidien ».

**4 - RADIO FRANCE – « Un "appel du 18 juin" contre des réductions d'effectifs »**  
**<https://actu.orange.fr/societe/media/radio-france-en-greve-un-appel-du-18-juin-contre-des-reductions-d-effectifs-CNT000001gyDac/photos/des-salaries-de-radio-france-lors-d-une-assemblee-generale-durant-un-mouvement-de-greve-le-18-juin-2019-147c25e7f86c2db5cd5f055d063e924b.html>**

Mardi 18 juin 2019

Par AFP

**En colère et déterminés, les salariés de Radio France étaient massivement en grève mardi pour contester un nouveau plan d'économies prévoyant environ 300 suppressions de postes, qui vise selon des syndicats à "détruire la radio publique".**

La grève lancée par l'intersyndicale de Radio France a été massivement suivie par "trois quarts des salariés" au tableau de service selon l'intersyndicale, et 41,6% du total des salariés selon la direction, soit près de 1.300 grévistes.

De France Inter à France Bleu, les antennes ont été fortement perturbées toute la journée, diffusant de la musique.

Les autres activités du groupe public étaient également affectées, avec "85% de choristes en grève" et des services administratifs "fortement mobilisés", selon le SNJ. La chaîne franceinfo était aussi perturbée, et le concert de l'orchestre philharmonique prévu dans la soirée a été annulé.

Avec cet "appel du 18 juin", l'idée était selon les syndicats d'envoyer un "coup de semonce" après l'annonce des suppressions de postes, et à la veille d'un conseil central d'entreprise.

Alors que les radios publiques affichent d'excellentes audiences et que le groupe a retrouvé l'équilibre financier, plusieurs centaines de salariés ont exprimé leur incompréhension et leur colère dans l'ambiance surchauffée d'une assemblée générale mardi midi à la Maison de la radio.

"Est-ce que la mission de Sibyle Veil est de protéger Radio France, ou est-elle en charge d'une mission libérale pour détruire la radio publique et donner de l'air aux radios privées ?", a lancé Manuel Houssay, pour la CGT.

Les salariés protestent contre le plan de 60 millions d'euros d'économies (d'ici à 2022) annoncé début juin par la présidente du groupe Sibyle Veil.

Le plan vise à anticiper la baisse de la contribution de l'Etat (moins 20 millions d'euros sur quatre ans) et la hausse des charges de personnel, et prévoit d'investir davantage dans le numérique.

Ce plan prévoit une réorganisation des rythmes de travail, pour éviter le recours aux CDD, et des suppressions de postes, suivant notamment une recommandation en ce sens de la Cour des comptes.

La direction propose de supprimer 270 postes dans tous les métiers si les salariés acceptent de réduire les congés, ou 390 postes s'il n'y a pas d'accord.

"On nous fait passer pour des branleurs !", a souligné Valeria Emanuele du SNJ. "Qui connaît les sacrifices qu'on fait ? Il faut qu'on fasse mieux connaître notre travail et l'utilité de la radio de service public".

### - "Efforts indispensables" -

Les syndicats demandent "le retrait de ce plan dangereux et destructeur" ainsi qu'un "effectif et des moyens nécessaires pour remplir nos missions de service public".

La direction de Radio France, dans un message, a "pris acte" de "la mobilisation de ce jour, des inquiétudes et du très fort attachement à l'audiovisuel public et à ses missions qui se sont exprimés".

La direction "propose aux partenaires sociaux de poursuivre le dialogue pour construire avec eux un équilibre entre les efforts indispensables et les perspectives apportées à l'entreprise et à ses salariés".

Confronté comme France Télévisions (qui réduit aussi ses effectifs) à une baisse de ses crédits, le groupe veut boucler cette réforme à l'automne avant de négocier son Contrat d'objectifs avec l'Etat.

Syndicats et direction s'affrontent désormais autour du rapport d'un cabinet indépendant qui, mandaté par le comité social de Radio France, a qualifié les économies visées de "surdimensionnées", et estimé que 118 postes pourraient être épargnés.

La direction de Radio France a contesté ce rapport, évoquant une "méthodologie erronée", mais les représentants des salariés maintiennent la validité du calcul.

Marie Message, qui a remplacé Sibyle Veil comme directrice des opérations et des finances de Radio France, a assuré que des explications et des chiffres supplémentaires seraient donnés mercredi par la direction en conseil central. Et qu'un nouvel expert indépendant serait mandaté.

Les syndicats ne prévoient pas de nouvelle journée de grève avant l'été, mais des actions ponctuelles pourraient être menées.

## 5 – LA 5G – « En 2024, la moitié de la population mondiale devrait être couverte par la 5G »

<https://www.meta-media.fr/2019/06/18/en-2024-la-moitie-de-la-population-mondiale-devrait-etre-couverte-par-la-5g.html>

Mardi 18 juin 2019

Par Alexandre Bouniol, France Télévisions, MédiaLab

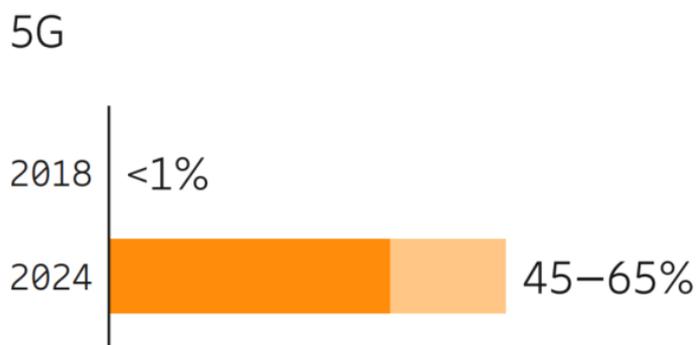


**La bataille pour la 5G fait rage entre les télécoms. Les enchères pour l’attribution des fréquences ne finissent plus de monter en Allemagne, la Chine a récemment déclaré qu’elle accordera bientôt des licences pour son exploitation commerciale et les premières offres grand public commencent à apparaître dans différentes villes aux États-Unis.**

Pourquoi tant d’engouement dans le monde ? Le rapport Ericsson sur la mobilité nous donne quelques premiers éléments de réponse.

Le mobile connecté, premier levier de croissance pour la 5G

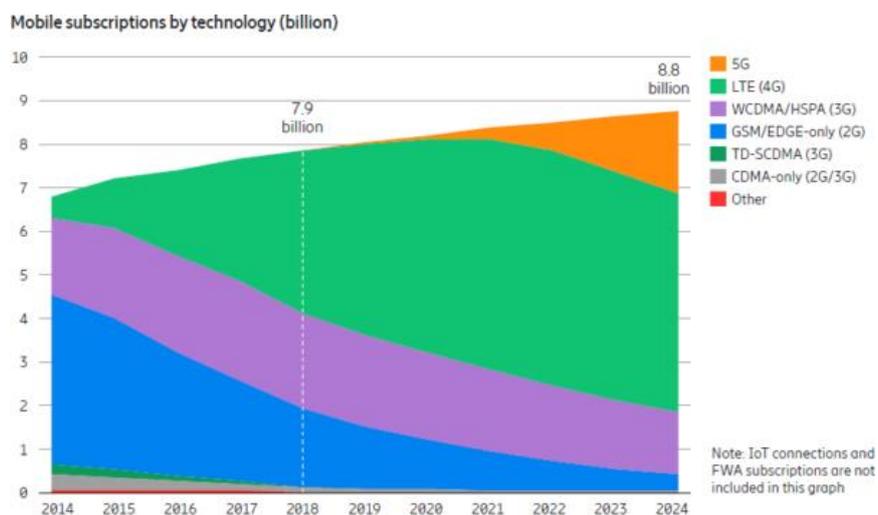
L’avenir de la 5G s’annonce radieux. En l’espace de 6 ans, sa mise en réseau passe de quelques laboratoires de recherche des télécoms à une couverture de près de 65% de la population mondiale en 2024 pour les estimations les plus ambitieuses.



Estimations du pourcentage de la population mondiale couverte par la 5G

Le rapport souligne l'indissociabilité de la croissance de la 5G avec celle de l'adoption du mobile connecté (smartphone) dans le monde. Ne serait-ce qu'au premier trimestre 2019, on compte plus de 44 millions nouveaux abonnements à une offre mobile. L'équivalent de l'ensemble de la population de l'Argentine. Au total on en recense 7,9 milliards dans le monde, dont 6 milliards comprenant une connexion à internet (au moins 2G).

Le marché mobile de la 5G est potentiellement énorme. Le rapport estime à « 10 millions le nombre de souscriptions à une offre 5G à la fin de l'année 2019 ». Chiffre qui devrait atteindre les « 1,9 milliards à la fin de l'année 2024 », soit environ « 20 % de l'ensemble des souscriptions mobile dans le monde ».

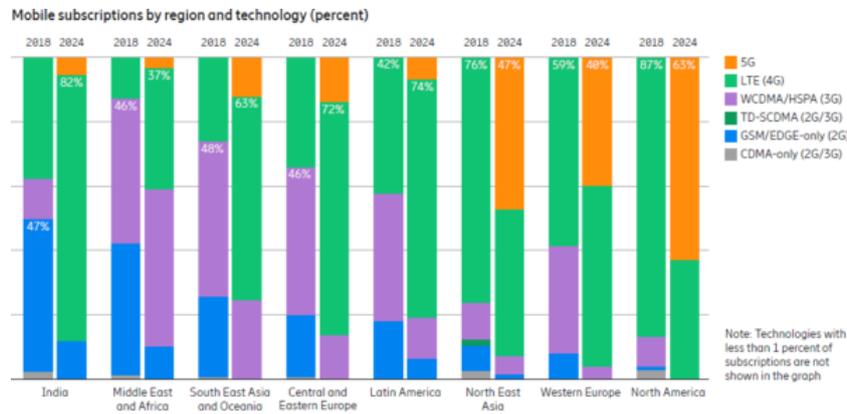


La croissance de la 5G n'atteindra pas la même vitesse selon la partie du monde dans laquelle on se trouve.

Sans surprise, c'est en Amérique du Nord où la croissance sera la plus forte. « La commercialisation de la 5G s'impose à un rythme rapide » alerte le rapport. Les offres mobile 5G devraient même être majoritaires en 2024, puisqu'elles représenteraient 63% du total des offres mobile.

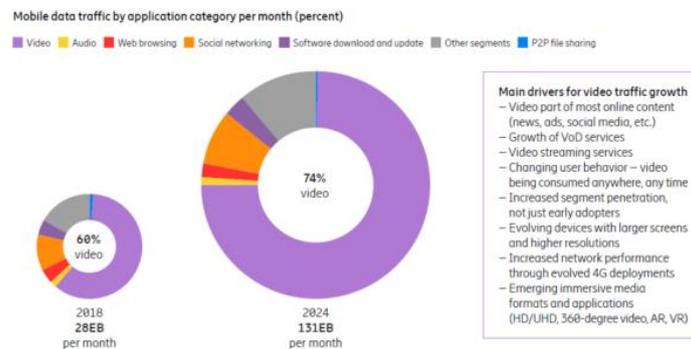
L'autre partie du monde où la 5G croît rapidement est l'Asie du Nord Est ; entendez par là la Chine, le Japon et la Corée du Sud. En 2024, les offres 5G devraient représenter presque la moitié des offres mobile, soit plus que les offres 4G.

L'Europe Occidentale complète ce trio de tête avec des prévisions estimées à 40% d'offres mobile 5G en 2024, mais minoritaires par rapport aux offres 4G. Le rapport n'en fait pas état, mais ce retard pourrait s'expliquer par la guerre commerciale que se livre Etats-Unis et Chine. Il se pourrait que Huawei se retrouve privé du marché Européen et ralentisse le taux de couverture européen.



## Des usages propices au développement de la 5G

On le sait, le potentiel des usages de la 5G est démentiel, surtout dans l'univers mobile. La 5G devrait évidemment s'appuyer sur ces tendances lourdes pour continuer son développement. « Plus d'utilisateurs, plus de connexions, une vitesse accrue, et plus de vidéo mobile » affirme Jean-Paul Simon, Directeur et fondateur de JPS Public Policy Consulting, une société de conseil spécialisée en stratégie et réglementation des médias et des télécommunications. L'ensemble de ces tendances engendre la même conséquence : une hausse considérable du trafic mobile. Entre les premiers trimestres 2018 et 2019, le trafic mobile a augmenté de 82%. Le poids de la vidéo est majeur et est même amené à s'accroître dans les années à venir.



« La prise de pouvoir » de la vidéo dans le volume de données est à associer à « la croissance des services SVoD [...] et à la perpétuelle évolution d'une meilleure résolution des écrans ».

La 5G permettra de lire quasiment instantanément les vidéos, mais ouvre aussi de nouvelles perspectives. Notamment en ce qui concerne « les médias immersifs comme le streaming de vidéos 360 ou la réalité augmentée et virtuelle » qui pourront être diffusés de manière beaucoup plus fluide.

Des médias expérimentent déjà la 5G, principalement dans la transmission en direct d'événement sportifs. C'est déjà le cas de France Télévisions à l'occasion de Roland Garros ou encore du diffuseur Telstra en Australie « avec des matches de l'Australian Football League ».

## L'IoT, l'autre enjeu de la 5G

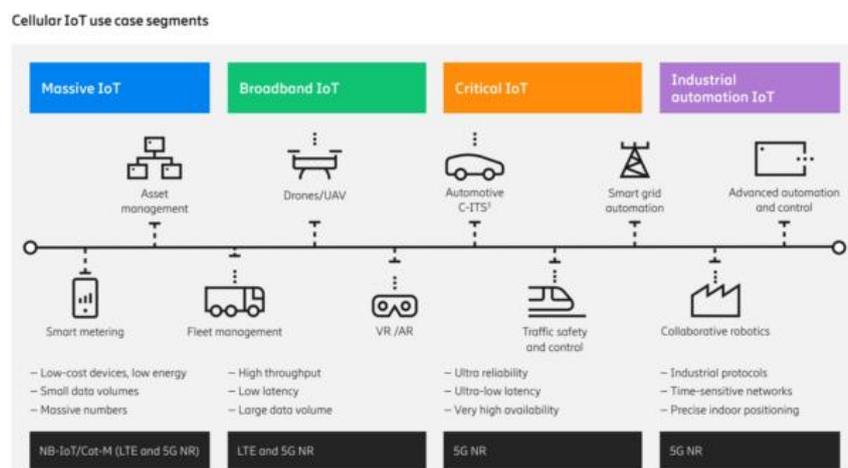
Smart cities, voitures connectées, montres connectées, etc. Les mobiles ne sont pas seuls. L'univers de l'Internet of Things est également amené à jouer un rôle dans le développement de la 5G, d'autant plus lorsque l'on sait l'importance qu'il est amené à prendre dans les années à venir avec des dizaines de milliards d'objets connectés dans le monde d'ici 2025. Le rapport distingue quatre catégories d'IoT qui ne nécessitent pas tous les mêmes besoins en connectivité.

**Massive IoT** : ils relèvent de l'IoT du quotidien, « *peu cher, peu énergivore et demandant un faible volume de données* ». Pour fonctionner, une connexion 5G n'est pas indispensable.

**Broadband IoT** : ce segment demande « *un latence plus faible et un plus grand volume de données que le Massive IoT* ». Il concerne par exemple l'utilisation de la réalité virtuelle en ligne ou la livraison par drones. Là aussi, la 5G n'est pas un élément indispensable au bon fonctionnement de ces objets, elle augmentera simplement la qualité du service.

**Critical IoT** : cette catégorie d'IoT ne peut fonctionner sans 5G, car elle demande une latence extrêmement faible et une fiabilité très importante. Elle englobe notamment l'ensemble des voitures connectées, de la gestion des trafics ferroviaires ou encore de la gestion de réseaux automatique par exemple. « *Les premiers cas d'usages devraient être déployés en 2020. Seulement une infime partie des connexions propres à l'IoT appartiendra à cette catégorie en 2024* ».

**Industrial automation IoT** : ce segment n'implique que des cas très spécifiques d'usages dédiés aux industries lourdes. Aucune prévision n'est faite quant à cette catégorie d'IoT. Mais elle ne pourra fonctionner sans 5G là aussi.



La 5G devrait a priori connaître deux temps de croissance : un premier intimement lié à l'adoption de smartphones de plus en plus performants dans le monde dont on pourra percevoir directement les effets dans les cinq ans à venir. Une première forme de démocratisation réservée aux territoires les plus riches de la planète. Un second lié au développement d'industries qui demande un maillage particulièrement efficace de la 5G dont on ne pourra voir les premières applications qu'aux alentours de 2024.

**6 – FACEBOOK – « Facebook se lance dans l'arène des cryptomonnaies avec "Libra" »**  
**[HTTPS://WWW.VOAAFRIQUE.COM/A/FACEBOOK-SE-LANCE-DANS-L-ARENE-DES-CRYPTOMONNAIES-AVEC-LIBRA-/4963660.HTML](https://www.voafrique.com/a/facebook-se-lance-dans-l-arene-des-cryptomonnaies-avec-libra-/4963660.html)**

Mardi 18 juin 2019  
Par AFP/VOA

**Facebook se lance dans l'arène des cryptomonnaies avec "Libra".**

**Facebook fera-t-il entrer les cryptomonnaies dans le quotidien de ses quelque 2,7 milliards d'utilisateurs ? C'est en tout cas son intention avec "Libra", une monnaie virtuelle censée permettre d'acheter des biens ou d'envoyer de l'argent aussi facilement qu'un message instantané.**

En s'attaquant, dix ans après le bitcoin, au sulfureux domaine des cryptomonnaies, régulièrement sous le feu des projecteurs du fait de piratages et d'accusations de blanchiment d'argent, Facebook se lance un défi de taille, tant il fait lui-même l'objet d'une grave crise de confiance après une série de scandales autour de sa gestion des données personnelles.

Libra doit offrir à partir du premier semestre 2020 un nouveau moyen de paiement en dehors des circuits bancaires traditionnels : elle se veut la pierre angulaire d'un tout nouveau écosystème financier sans la barrière des différentes devises, un outil susceptible d'intéresser notamment les exclus du système bancaire, dans les pays émergents par exemple.

Les utilisateurs disposeront sur leur smartphone d'un porte-monnaie numérique, "Calibra" --directement intégré par Facebook à ses services Messenger et WhatsApp--, pour faire leurs achats, envoyer ou recevoir de l'argent, ont expliqué à l'AFP des responsables du projet.

Mais Libra est un système "ouvert" : son code informatique est libre de droits, ce qui signifie que tout développeur, entreprise ou institution peut l'intégrer à ses services.

L'arrivée de Facebook dans cette arène bouillonnante que sont les cryptomonnaies pourrait être un "tournant" pour ce secteur, selon Lou Kerner, investisseur et spécialiste reconnu des cryptomonnaies, car cela pourrait les populariser auprès du grand public.

Elle illustre aussi la volonté du réseau social de se diversifier au-delà de la publicité en ligne, la base de son modèle économique, lui-même fondé sur les données personnelles : "Ce pourrait être une des décisions les plus importantes de l'histoire de Facebook" pour trouver des nouveaux relais de croissance, selon les analystes de RBC.

Bien conscient d'être attendu au tournant, le groupe américain a aussi décidé de confier la gestion de Libra à une entité indépendante, basée à Genève (Suisse) et composée d'entreprises comme les émetteurs de cartes bancaires Mastercard et Visa, les services de paiement Stripe et PayPal, les entreprises de réservation de voitures Lyft et Uber, ou encore le réseau Women's World Banking, qui aide des femmes défavorisées de pays émergents à avoir accès aux services financiers.

Cela servira aussi à garantir la stabilité de cette nouvelle monnaie virtuelle, de façon à ce qu'elle échappe aux énormes fluctuations ayant contribué à ternir l'image de cryptomonnaies, comme le bitcoin.

### - "Stabilité" -

Ce projet peut potentiellement permettre à plus d'un milliard de personnes "exclues du système bancaire" d'accéder au commerce en ligne et aux services financiers, assure Dante Disparte, de l'association Libra.

"Envoyer de l'argent à un ami ne devrait pas être plus difficile que de commander un Uber", abonde Peter Hazlehurst, responsable des activités "paiements" au sein d'Uber. En confiant la gestion à une entité distincte, Facebook cherche à rassurer sur deux fronts : il ne sera pas aux manettes et tout sera fait pour que Libra ne soit pas victime des mêmes errements que le bitcoin, qui a attiré spéculateurs et criminels.

Les informations financières stockées dans Calibra seront strictement séparées des données personnelles détenues par Facebook et ne seront pas utilisées pour cibler de la publicité, a assuré Kevin Weil, un des responsables de Calibra.

Les devises utilisées pour acheter des Libra serviront de réserve et de garantie à la monnaie virtuelle, dont la valeur sera indexée sur un panier de monnaies traditionnelles.

Mais, du côté des Etats, on commence à s'interroger. Libra ne doit pas se transformer en projet de "monnaie souveraine", a mis en garde mardi le ministre français des Finances Bruno Le Maire, jugeant nécessaire que le géant américain présente des "garanties" à ce sujet. Le ministre a indiqué avoir demandé aux gouverneurs des banques centrales du G7 de plancher sur le sujet.

Comme les autres monnaies virtuelles, Libra repose sur la technologie de la "blockchain" (chaîne de blocs), sorte d'immense registre public et infalsifiable qui rend le transfert de devises virtuelles rapide, anonyme et sécurisé.

"Il ne s'agit pas de faire confiance à Facebook, c'est de faire concrètement confiance aux entreprises fondatrices de l'association, qui est indépendante et démocratique", souligne Dante Disparte.

Libra est aussi un pari sur l'avenir de Facebook : le groupe ne gagnera pas directement d'argent avec Libra. Mais, à long terme, cela peut lui servir à attirer des utilisateurs et des annonceurs sur ses plateformes, ou à garder les actuels, et donc à renforcer ou créer des services payants ou financés par la publicité.

A Wall Street, Facebook gagnait un peu moins de 1,5% à 14H00 GMT.

**7 – CONSEIL DE DEONTOLOGIE JOURNALISTIQUE ET DE MEDIATION EN FRANCE –  
« Deuxième réunion de travail sur la création d'un conseil de déontologie  
journalistique et de médiation »**

**[HTTP://WWW.ODI.MEDIA/PRESSE/DEUXIEME-REUNION-DE-TRAVAIL-CREATION-DUN-CONSEIL-DE-DEONTOLOGIE-JOURNALISTIQUE-DE-MEDIATION/](http://www.odi.media/presse/deuxieme-reunion-de-travail-creation-dun-conseil-de-deontologie-journalistique-de-mediation/)**

Mardi 18 juin 2019

Le Conseil de déontologie journalistique et de médiation en bonne voie : réunies le 17 juin 2019 à Paris, de nombreuses organisations de journalistes, d'éditeurs, d'agences de presse et des représentants du public (\*) ont poursuivi leur travail sur la création d'un Conseil de déontologie journalistique et de médiation (CDJM\*\*). Une instance tripartite qui impliquera à la fois journalistes, médias et publics.

En défendant les règles professionnelles, ce Conseil a pour objectif premier de garantir à chaque citoyen l'accès à une information de qualité.

Les trois groupes de travail mis en place lors de la réunion du 16 mai ont rendu leurs conclusions sur le périmètre des compétences, la structure et le fonctionnement de cette instance. Ces rapports ont été discutés et amendés en plénière.

Les débats sur l'organisation de cette instance se poursuivront cet été avant une prochaine réunion de synthèse, le lundi 9 septembre 2019.

L'ambition est de créer cette instance avant la fin de l'année 2019.

Contact : [odi.observatoire@gmail.com](mailto:odi.observatoire@gmail.com)

(\*) SNJ, CFDT journalistes, Collectif informer n'est pas un délit, Journalisme et citoyenneté, Profession : Pigiste, AJE, FFAP, SNRL, FNPS, SPIIL, ODI, Clubs de la presse, Sociétés et collectifs de journalistes et de lecteurs, écoles de journalisme, associations d'éducation populaire, Alliance internationale de journalistes, **Union Internationale de la presse francophone**, etc...

## **8 – MEDIAS EN R. TCHEQUE – « A Prague, des menaces sur l'indépendance des médias publics cristallisent les inquiétudes »**

**<https://www.radio.cz/fr/rubrique/faits/a-prague-des-menaces-sur-lindependance-des-medias-publics-cristallisent-les-inquietudes>**

Lundi 17 juin 2019

Par Anna Kubišta

**Mercredi, les députés tchèques doivent élire deux nouveaux membres du conseil de surveillance de l'agence de presse tchèque ČTK. Début juin, un premier tour avait vu l'échec du renouvellement des deux postes vacants. Mais le deuxième tour suscite l'inquiétude en raison de la personnalité d'un des candidats proposés par le parti d'extrême-droite (SPD), connus pour ses positions ultra-conservatrices, conspirationnistes et antisémites.**

De manière générale la percée de personnalités controversées du même type dans les organes de surveillance des médias publics est également une source de craintes dans le milieu de la presse.

**Pour en parler, Radio Prague a interrogé Veronika Sedáčková, co-fondatrice du comité tchèque de l'Institut international de la presse (IPI). Cette association de défense des journalistes a émis un appel aux députés à prendre leurs responsabilités :**

« Nous trouvons essentiel de savoir quel genre de personnes va siéger au conseil de surveillance de l'agence de presse ČTK. Nous estimons que ce média est très important car d'autres médias utilisent ses services d'informations et les diffusent. Il est nécessaire que le bon fonctionnement de cette agence soit contrôlé par des conseillers qui sont compétents, qui ne cèdent pas aux intérêts partisans ou autres. »

**Une des craintes actuelles réside dans la candidature d'un certain Michal Semín, connu notamment pour des prises de position anti-judaïques, voire antisémites. Que peut-on craindre en cas de nomination ?**

« Nous souhaitons signaler aux législateurs qui vont décider de la composition du conseil de surveillance de ČTK, que Michal Semín est un contributeur régulier de différents sites web de désinformation, qu'il a été critiqué par la Fédération des communautés juives de République tchèque. Une telle personnalité qui ne jouit d'aucune autorité publique, qui ne sait pas évaluer quelles informations sont pertinentes et lesquelles ne le sont pas, ne devrait pas être en mesure de contrôler le fonctionnement d'un média comme l'est l'agence de presse ČTK. »

**Ce n'est pas le seul membre potentiel à faire l'objet de critiques. Le conseil de surveillance de ČTK compte déjà en son sein une autre personnalité controversée : Petr Žantovský est également quelqu'un qui évolue dans cette sphère des médias de désinformation...**

« Tout à fait. Il contribue à des sites qui ne prennent pas la peine de vérifier leurs informations ou qui diffusent de fausses informations et des opinions partisans. Nous estimons donc que le conseil de surveillance de ČTK devrait refléter les différentes forces politiques présentes au Parlement puisque ce sont les députés qui en élisent les membres. Il n'est pas possible que seuls deux partis soient représentés au conseil de surveillance. Si Michal Semín (candidat du SPD, ndlr) était élu, il s'agirait donc des partis ANO (du Premier ministre, Andrej Babiš, ndlr) et du SPD. »

### **Le problème ne réside-t-il pas dans le système lui-même où les membres des organes de surveillance de la ČTK, de la Télévision tchèque et de la Radio tchèque sont élus par les députés ?**

« Selon moi, il serait en effet approprié de se pencher sur tout ce système d'élection et de sélection des membres des organes de surveillance des médias publics. Les médias publics sont très importants pour le maintien d'un certain niveau d'information, d'objectivité et l'existence d'un journalisme d'investigation en République tchèque. Ces derniers temps, une partie des sénateurs s'efforce d'imposer un changement où les députés ne seraient plus les seuls à participer à l'élection, mais également les sénateurs, donc les deux chambres du Parlement tchèque. Ce serait, d'après moi, une bonne initiative. »

### **Ce système fonctionne depuis des décennies, trente ans exactement. Mais on a le sentiment que la situation n'a jamais été aussi mauvaise qu'aujourd'hui. Qu'est-ce qui a changé ?**

« C'est probablement dû à un changement de l'approche des politiques, notamment ceux du Parlement. Il est vrai qu'il n'a jamais été vraiment possible d'y discuter d'un autre système d'élection des membres des conseils de surveillance. Mais par le passé, même quand des partis de droite ont été au pouvoir, il existait un consensus sur le fait que toutes les tendances politiques présentes au Parlement devaient être reflétées dans les organes de surveillance. On veillait à un certain équilibre des forces entre les différents partis démocratiques. »

### **Dans quelle mesure le conseil de surveillance d'un média public, comme l'est ČTK, peut avoir une influence sur le contenu de ce qui est produit par le média en question ?**

« Je ne veux pas spéculer. Mais il est vrai que si deux partis, comme ANO et le SPD obtenaient cinq sièges au sein du conseil qui en compte sept, ils pourraient tout à fait se mettre d'accord sur, par exemple, le limogeage du directeur de l'agence et choisir d'y placer quelqu'un d'autre. Voilà le genre de craintes que l'on peut avoir. Encore une fois, ce ne sont que des spéculations, mais si l'actuel directeur était limogé et remplacé, on pourrait légitimement se demander pour quelles raisons et s'il n'y a pas des raisons politiques derrière. »

*Mise à jour : Leader du parti social-démocrate membre du gouvernement de coalition avec ANO, Jan Hamáček a fait savoir que si Michal Semín était élu membre du conseil de surveillance de ČTK, rester dans la coalition gouvernementale ne ferait plus aucun sens.*

## **9 – GOOGLE – « Google révolutionne le SMS »**

**[HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/TECH-MEDIAS/HIGHTECH/GOOGLE-REVOLUTIONNE-LE-SMS-1030289](https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/google-revolutionne-le-sms-1030289)**

Mardi 18 juin 2019

Par Sebastien Dumoulin

**Google veut ressusciter le SMS. Depuis l'avènement des messageries (WhatsApp, Messenger, Signal, Telegram, iMessage...), le bon vieux « texto » est devenu ringard. Il s'en envoie de moins en moins : 171 milliards en France l'an passé, soit 15 % de moins qu'en 2016, à son pic historique.**

Pour enrayer cette lente agonie, Google mène une opération de sauvetage d'envergure, en commençant par la France et le Royaume-Uni. Dans ces deux pays, le géant américain va mettre à jour dans les deux à trois prochaines semaines son appli « Messages » pour tous les utilisateurs de smartphones Android. Ceux-ci pourront alors décider d'adopter une version « Chat » enrichie.

Techniquement, le SMS du futur s'appelle RCS, pour « Rich Content Services ». Il permet d'avoir des conversations de groupe, d'envoyer des photos et des vidéos de bonne qualité, de voir quand son interlocuteur est en train de taper une réponse, de recevoir des notifications de lecture...

En réalité, c'est un serpent de mer des télécoms. Cela fait des années que les opérateurs travaillent sur ce standard, conscients que le SMS est rapidement délaissé au profit des applis de messagerie bien plus conviviales.

### **Android : Google célèbre dix ans de domination dans le mobile Android, le cheval de Troie de Google**

Le risque est très sérieux pour les telcos. Si après les messages, les appels passent par des fournisseurs tiers, les utilisateurs n'auront bientôt plus besoin de numéro de téléphone. Et les opérateurs n'auront plus qu'à vendre en gros de la capacité sur leurs réseaux aux Gafa et consorts. Un cauchemar.

Pour riposter au plus vite, la GSMA (l'association qui regroupe la plupart des constructeurs et opérateurs de téléphonie) a travaillé avec Google. Le groupe américain dispose d'une formidable base installée : trois quarts des téléphones dans le monde utilisent son système d'exploitation, Android.

Et il a notoirement échoué à s'imposer dans la bataille des messageries. L'allié était parfait.

## Deux handicaps

Sauf que la lenteur des opérateurs a fini par exaspérer le Californien. « RCS a été lancé dans 24 pays, y compris en France avec SFR », relativisent les équipes de Google. Mais dans ces pays, seuls les clients de certains opérateurs équipés de certains types de terminaux sont concernés. Autant dire pas grand monde. « Nous n'en sommes pas là où nous aimerions être », euphémise-t-on chez Google. Et il est critique pour nos utilisateurs d'avoir cette expérience enrichie. »

Google se lance donc sans plus attendre, quitte à court-circuiter les opérateurs... et à faire froncer les sourcils des régulateurs, qui pourraient bien s'inquiéter de la mainmise de Google sur un système de messagerie encore largement utilisé. Avançant sur des oeufs, le groupe assure laisser la porte grande ouverte aux opérateurs pour le rejoindre.

Reste que le nouveau SMS devra surmonter deux handicaps majeurs. Apple n'a - à ce stade - pas prévu d'adopter le standard RCS. Les messages envoyés aux utilisateurs d'iPhone resteront au format SMS d'antan (comme les iMessage envoyés à un utilisateur d'Android).

Ensuite, RCS ne chiffre pas les messages de bout en bout, contrairement à toutes les principales messageries et même au système d'Apple. « Nous ne conservons aucun message, nous ne faisons que les transmettre. Et nous n'utiliserons aucune donnée des messages à des fins de personnalisation », jure Google. Lucide sur les limites de cet argumentaire, le géant s'engage à trouver une solution pour garantir la confidentialité des échanges.



## **10 – JOURNALISTE EN UKRAINE – « Passé à tabac, un journaliste succombe à ses blessures »**

**[HTTP://WWW.LEFIGARO.FR/FLASH-ACTU/UKRAINE-PASSE-A-TABAC-UN-JOURNALISTE-SUCCOMBE-A-SES-BLESSURES-20190620](http://www.lefigaro.fr/flash-actu/ukraine-passe-a-tabac-un-journaliste-succombe-a-ses-blessures-20190620)**

Jeudi 20 juin 2019

### **Un journaliste et militant anticorruption tabassé par des inconnus en mai dans le centre de l'Ukraine a succombé jeudi à ses blessures, a annoncé la police qui enquête sur un possible lien entre l'attaque et ses activités professionnelles.**

Violamment pris à partie le 4 mai dans la ville de Tcherkassy, Vadym Komarov, journaliste et militant, avait été grièvement blessé à la tête et restait depuis dans le coma. Il est décédé à l'hôpital, a indiqué dans une vidéo le chef de la police nationale, Vadym Kniazev. Les enquêteurs étudient trois hypothèses dont la première serait un crime lié aux activités journalistiques de la victime, a précisé à l'AFP le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Artem Chevtchenko.

Les deux autres hypothèses sont celles d'un crime crapuleux et d'un conflit personnel, a-t-il précisé. Depuis mai, la police a interrogé plus de 1300 personnes, mais les assaillants n'ont toujours pas été identifiés, selon Kniazev. Selon la presse locale, Komarov, qui travaillait notamment sur la corruption et le crime organisé dans sa ville, avait déjà été victime d'attaques ces dernières années. L'organisation Reporters Sans Frontières s'est dit « choquée » par sa mort.

« Nous exigeons de la police une enquête rapide et de trouver les coupables », a écrit sur Facebook Oksana Romaniouk, directrice de l'ONG ukrainienne IMI (Institut of mass information) spécialisée dans la défense des droits des médias. Les journalistes disposent d'une liberté de parole relative en Ukraine, qui dispose d'un paysage médiatique pluraliste, mais la sécurité reste une préoccupation : les attaques contre les professionnels de l'information ne sont pas rares et les enquêtes souvent n'aboutissent pas. Parmi les derniers cas les plus retentissants figure l'assassinat d'un journaliste russo-bélarusse chevronné, Pavel Cheremet, tué en juillet 2016 à Kiev, où il habitait, par l'explosion d'une bombe placée dans sa voiture. Son meurtre n'a toujours pas été élucidé.

En 2000, Guéorgui Gongadzé, fondateur du site d'informations respecté Ukraïnska Pravda, avait lui été enlevé puis retrouvé décapité dans une forêt de la région de Kiev. Cette affaire avait provoqué une vague de manifestations et éclaboussé jusqu'au président du pays à l'époque, Leonid Koutchma, mais ses commanditaires n'ont jamais été retrouvés. L'Ukraine, une ex-république soviétique, figure à la 102e place sur 180 au classement mondial de la liberté de la presse 2019 établi par l'organisation Reporters sans frontières.